

**PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DE QUARTIERS
(PRODEPUR-HABITAT)**

**CAHIER DES CHARGES POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE
RECASEMENT (PAR) DE LA RUE LOUVERTURE Á DELMAS 32**



Avril 2013

Liste des abréviations

BMPAD	Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement
CAR	Centre d'Appui Technique
PAR	Plan d'Action de Recasement
BM	Banque Mondiale
GOH	Gouvernement d'Haïti
MTPTCE	Ministère des Travaux Publics, Transport, Communication et de l'Energie
MDO	Maitre d'Ouvrage
MDOD	Maître d'Ouvrage Délégué
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
PADF	Fondation Panaméricaine pour le Développement
PAP	Personne affectée par le projet
PRODEPU	Projet de Développement Communautaire Participatif en milieu Urbain
R- HABITAT	
ANO	Avis de Non Objection
EPPLS	Entreprise Publique de Promotion des Logements Sociaux
AGR	Activité Génératrice de Revenu
PAP	Personnes affectées par le projet
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET

- Localisation et Titre du Projet : Delmas 32/ Projet de Réhabilitation de la Rue Louverture
- Long total de la Route: 536 ml et 5 m de Large
- **Nombre total de maisons recensées: 147**
 - 1 niveau : 101
 - 2 niveaux: 38
 - 3 niveaux: 8
- **Critères d'éligibilité retenus**
 - Propriétaires (vivant ou non dans le pays)
 - Locataires (avec échéancier différent)
 - Activités économiques
 - Population touchée par la perturbation ou l'arrêt temporaire de services
- **Estimation de la population affectée et types d'impact retenus**
 - Directement : 48
 - Indirectement : 99
 - Temporairement : 46
 - Définitivement : 2
 - Chiffres d'Affaires (en moyenne) des Entreprises: analyse postérieure des données socioéconomiques à faire (rf.- Etudes socioéconomiques ESC)
 - Difficulté temporaire d'accès aux usagers de la route
 - Difficulté d'approvisionnement de certaines entreprises commerciales
 - Pertes économiques liées à la suspension temporaire de fonctionnement ou charge additionnelle de transport durant la réalisation du tronçon rapproché de l'entreprise.
- **Approche considérée**
 - Approche intégrée basée sur:
 - La Politique Opérationnelle (PO 4.12) de la Banque Mondiale
 - La Législation haïtienne en matière de droit foncier / d'expropriation pour cause d'utilité publique
 - Alternative communautaire
- **Stratégie de mitigation des impacts**
 - **Minimisation**
 - Eviter autant que possible les maisons ayant des impacts externes
 - IEC (Information – Education – Communication)

- Rf.- p. 26 – 30 ESC, Rapport relatif au volet environnemental, Mars 2013
- **Compensation**
 - Mobilisation autour de l'intérêt communautaire (général)
 - Négociation à l'amiable (Ex. 2 maisons à démolir)
 - Augmentation de l'horaire d'alimentation des 2 autres bornes fontaines pour compenser la dotation en eau du kiosque détruit et/ ou Création de points de distribution temporaire d'eau par la DINEPA
 - Construction de passerelles et intervention sectionnée
 - Accélération de travaux sur les Entreprises affectées
- **Relocalisation**
 - Relocalisation temporaire
 - Relocalisation définitive
- **Types de compensations retenues**
 - **Nature**
 - Démolition
 - Réparation de maisons impactées
 - **Espèce**
 - Paiement de loyer (paiement direct au propriétaire)
 - Appui logistique (Transport pour relocalisation)
 - **Communautaire**
 - Construction de la route
 - Ravalement de façade
 - Information/ Négociation à l'Amiable
 - Autres
- **Stratégie de communication (à divers niveaux)**
 - Personnes directement affectées (Propriétaires/ Locataires/ Entreprises et Services)
 - Voisins
 - Communauté de Delmas 32
 - Grand Public
 - Institutions et autres Acteurs concernés
 - Autorités
 - Maître d'Ouvrage et Bailleurs de Fonds

1. Contexte

Vu la complexité du quartier de Delmas 32, zone d'intervention du PRODEPUR-HABITAT, marquée par des problèmes fonciers chroniques, des complications liées aux antécédents sociotechniques et environnementaux, le séisme du 12 janvier 2010 en particulier, les options de flexibilité et de dynamisation de procédures prônées par le Gouvernement Haïtien, viennent s'articuler aux démarches institutionnelles et opérationnelles de la Banque Mondiale, dans le cadre du projet pilote de Delmas 32, en vue de réduire sinon atténuer les risques qui pourraient résulter des travaux retenus dans le cadre de la mise en œuvre de ce dit projet.

Ainsi, la réalisation du présent « Cahier des Charges » répond d'une part, aux principes de mise en application du Plan d'Action de Recasement (PAR) applicable aux travaux de réhabilitation de la Rue Louverture retenue par l'Etat Haïtien à travers le BMPAD ; et, d'autre part, répond aux réserves et commentaires produits par le Maître d'Ouvrage (MDO) et le Bailleur dans la Non-Objection conditionnelle donnée pour la mise en œuvre des travaux de « Réhabilitation de la Rue Louverture ». Ce travail entend également cerner, au regard de la politique opérationnelle de la Banque Mondiale (OP 4.12) et de la législation haïtienne, la problématique globale de la réinstallation involontaire de personnes pour des travaux d'aménagement de quartiers, dans le contexte précis du quartier de Delmas 32.

Par ailleurs, il convient de signaler que les actions envisagées entendent appliquer les conclusions issues de l'Aide-Mémoire de la « Mission d'Appui en matière de renforcement des capacités d'organisation et de mise en œuvre des projets de reconstruction », une sorte de revue à mi-parcours du programme menée par la Banque Mondiale et le BMPAD du 24 septembre – 4 octobre 2012, en vue de recadrer les différentes activités du projet. Aux termes de cette mission, les principaux éléments de réorientation du projet étaient donc :

- (i) l'ajustement des composantes du projet et réallocation des financements correspondants ;
- (ii) les précisions sur le mode opératoire de la composante reconstruction ;
- (iii) l'exécution de la composante infrastructure ; (iii) l'amélioration de la gestion du projet ;
- (iv) le renforcement de la DAE ;
- (v) l'amendement des contrats des MDOD.

D'où, l'inclusion du volet « Infrastructures routières » comme l'un des nouveaux éléments pris en compte par la mission à coté des petits travaux (amélioration de couloirs) intégrés initialement au projet par adaptation à la réalité.

1.1 Objectifs du Cahier des Charges

Les objectifs du présent Cahier des Charges consistent à :

- a) Aborder les différentes réserves formulées par le Maître d’Ouvrage dans la Non-Objection du 12 Avril 2013 et des orientations données par la politique opérationnelle (OP 4.12) de la Banque Mondiale;
- b) Faire état des impacts relevés dans le PAR de la Rue Louverture et de la stratégie de mitigation de ces impacts ;
- c) Analyser minutieusement les Cas spécifiques identifiés ;
- d) Définir la méthodologie retenue pour la mise en application du PAR au regard de la politique OP 4.12 et de la législation haïtienne régissant la matière ;
- e) Concevoir le plan de communication adaptée ;
- f) Concevoir un arrangement institutionnel ;
- g) Elaborer un Chronogramme d’exécution détaillé pour les interventions.

1.2 Particularités des travaux de réaménagement de la Rue Louverture

A la lueur de la politique OP 4.12 de la Banque Mondiale, la Rue Louverture fait état des 2 cas spécifiques de déplacement involontaire sur un ensemble de 109 maisons recensées dans l’aire d’intervention du projet. Toutefois il faudra considérer les impacts économiques et sociales marquées par la relocalisation et la cessation temporaires d’activités économiques qui pourront entraîner certaines pertes de biens, d’accès aux biens et services tant par les Personnes Affectées par le Projet (PAP) que par la population de la zone. Une situation que le projet entend limiter sinon atténuer les effets des impacts.

2. Mise en application du PAR : concepts retenus dans le cadre de la Rue Louverture

La mise en application du PAR implique, dans le cadre de ce projet :

- L’atténuation des risques d’impacts de certaines familles ;
- La Relocalisation temporaire d’un certain nombre ;
- La Relocalisation définitive de 2 familles ;
- La compensation directe et communautaire de certaines pertes économiques ;
- La compensation de perte d’accès aux services par la population ;
- L’accompagnement psycho-social des personnes affectées
- L’information du grand public et des partenaires concernés ;
- L’arrangement institutionnel approprié ;
- La gestion des plaintes et conflits éventuels.

2.

2.1 Stratégie de mitigation des impacts

- Minimisation: d'impacts
 - Eviter autant que possible les maisons ayant des impacts externes
 - Assurer une bonne Campagne axée sur l'Information, l'Education et la Communication (IEC)
 - Réduire sinon atténuer les risques environnementaux/ Rf.- p. 26 – 30 ESC, Rapport relatif au volet environnemental, Mars 2013
- Compensation:
 - Mobilisation autour de l'intérêt communautaire (général)
 - Négociation à l'amiable (Ex. 2 maisons à démolir)
 - Augmentation de l'horaire d'alimentation des 2 autres bornes fontaines pour compenser la dotation en eau du kiosque détruit
 - Création de points de distribution temporaire d'eau par la DINEPA
 - Déplacement et Remplacement des poteaux électriques existants
 - Construction de passerelles et intervention sectionnée
 - Accélération de travaux devant les Entreprises affectées
- Recasement
 - Relocalisation temporaire et Déplacement définitif vers le Complexe Durand ou ailleurs
 - Actualisation des données des familles à relocaliser

3. Identification des Impacts

Les impacts inventoriés dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de réhabilitation de la Rue Louverture sont donc classés en 3 catégories :

- **Impacts sur les biens**
 - i. 2 maisons à démolir : relocalisation définitive
 - ii. 47 maisons impactées à réparer
- **Impacts économiques :**
 - i. Arrêt temporaire de fonctionnement de 6 microentreprises
 - ii. Perte temporaire de clientèle
 - iii. Charges additionnelles liées à la transportation de marchandises durant la réalisation des travaux (en fonction du tronçon concerné)
- **Impacts sur les services :**

- i. information de la population concernée
- ii. mise en place de mesures compensatoires

3.1. Impacts sur les biens

Quatre (4) catégories de maisons (biens) impactées directement :

Maisons ayant des impacts externes	Façade et clôture sans colonne	Façade ,colonnes et /ou poutres	entièrement démolies
4G	5G	6G(avec activités commerciales)	30G
9G	8G	7G	35G
14G (clôture)	10 G	13G	27D (Kiosque d'eau)
19 G (Clôture)	11G(avec activités commerciales)	16G(avec activités commerciales)	
22 G	12G	21G	
29 G	15G	23G(avec activités commerciales)	
40G (cloture)	17G	24G(avec activités commerciales)	
1D	18G	32G	
6D	31G	34G(avec activités commerciales)	
16D (clôture)	39G	46G	
29D (clôture)	41G	17D	
35D	7D	19D	
45D (clôture)	21D	22D	
		23D	
		24D	
		37D	
		43D	
		44D	
		47D	
Total : 13	Total : 13	Total : 19	Total:3

Application :

Les recommandations issues des études de l'ESC seront prises en compte, notamment pour la catégorie des maisons ayant des impacts externes (mineurs) qui n'affecteraient pas la circulation, encore moins le tracé tel qu'étudié ; ce, pour minimiser les impacts directs (physiques) sur les 48 maisons retenues.

Cette même considération sera faite exclusivement pour le Centre de Santé et l'Ecole Classique qui ne seront pas affectés.

3.2. Impacts économiques

Les impacts économiques recensés peuvent ainsi être catégorisés :

- La Perturbation d'activités économiques
- La Suspension temporaire d'activité
- Les Pertes de clientèle et pertes économiques
- Les Charges additionnelles de fonctionnement liées au transport

Application :

Six (6) sur 48 Micro entreprises dénombrées seront directement affectées, suivant les études de l'ESC. Une révision du dossier sera fait en vue d'une analyse des données socioéconomiques soumises en vue d'évaluer les pertes suivant la taille des entreprises. Des Focus-Group (FG) seront menés par catégorie d'Entreprise en vue de prendre en compte les charges indispensables (déplacement éventuel par exemple) et sensibiliser les propriétaires sur la priorisation des intérêts collectifs ; sans écarter pour autant les retombées du projet sur la valorisation des immeubles, l'ouverture du Champ et l'augmentation de la clientèle avec la facilitation de transport et autres bénéfices qui découleront du projet.

Les minutes des séances de FG et des photos seront utilisés pour formaliser les conclusions.

3.3. Impacts sur les services ou sur la communauté

- Certains des services inventoriés dans la zone du projet seront touchés ou perturbés à des niveaux différents n'affectant pas pour autant la mise en œuvre du projet :
- Eau Potable : 1 kiosque d'eau sur 3 existants à déplacer. Les arrangements institutionnels sont envisagés avec la DINEPA (Direction Nationale d'Eau Potable et d'Assainissement) pour compenser la dotation à travers les 2 autres kiosques durant la période de déplacement et de reconstruction du kiosque.
- Electricité : Poteaux électriques à déplacer par l'Ed'H (Electricité d'Haiti)
- Centre de santé : impact physique totalement écarté
- Ecole : impact physique totalement écarté

- **Eglise** : Aucun impact recensé
- **Entreprises de services divers** : Information – Négociation à l'amiable pour mitiger les impacts directs mineurs et indirects ce, dans l'intérêt de la Communauté. Un Accord formel sera conçu et passé à cet effet.

Application :

La méthode d'engagement communautaire sera appliquée pour formaliser l'adhésion de la communauté au projet, en particulier, la compréhension et l'acceptation des perturbations temporaires qui résulteraient de la mise en œuvre du projet. Les compensations en termes de palliatif aux services de base, de réalisation de passerelles pour faciliter la circulation, d'interventions sectionnées ou par tronçon, d'interventions nocturnes ou durant les vacances devant l'Ecole, le Centre de Santé et autres seront mis en place pour ne pas modifier le mode de fonctionnement régulier de la zone.

Les procès-verbaux de rencontres de consultation communautaire et autres pourront valider ce choix communautaire.

4. Récapitulation des Personnes Affectées par le Projet (PAP)

Le tableau suivant résume la situation des 48 familles ou PAP affectées par le projet :

Items	Code ESC	Categorie de services affectes	Impacts physiques							Reparation ou relocalisation	Impacts économiques	Impacts sociaux	Compensation	Elements de mitigation ou d'attenuation de risques	Coût des travaux en \$ US
			Lamier	Colonne	Balcon	Façade	Escalier	Cloture	Structure						
1	4G	Centre informatique	1							Aucun	Aucun	Aucun	N/A	N/A	208.46
2	5G	Residence		1						Reparation ou relocalisation	Aucun	Aucun	N/A	N/A	1084.96
3	6G	Boutique		1		1			1	Reparation et relocalisation	Suspension temporaire (2 semaines)	Perte de clientele	Païement de loyer et Finalisation de la construction pour l'Entreprise	Negociation a l'amiable	11164.61

4	7G	Boulangerie						1	Reparation et relocalisation	Suspension temporaire (2 semaines)	Perte de clientele	Acquisition de stock de produits ou Fonctionnement temporaire dans une boulangerie communautaire (si fonctionnel)	Entente communautaire	4157.14
5	8G	Residence		1		1		1	Reparation et relocalisation	Aucun	Effet du au déplacement	Paiement de loyer		2572.79
6	9G	Eau traitée/ Store Vêtements et Cosmétiques	1						Reparation	A verifier	A verifier	réparation	A definir	210.99
7	10G	Boutique/ Borlette			1			1	Reparation	Aucun	Aucun	Reparation	Information	4384.67
8	11G	Borlette/ Boutique				1			Reparation	Aucun	Aucun	Aucune	Information	4719.85
9	12G	Studio de beauté/ Pharmacie					1		Aucun	Aucun	Aucun	Aucune	Information	1086.17
10	13G	Residence						1	Reparation et relocalisation	Aucun	Effet du au déplacement	Paiement de loyer	Information/ Accord	10516.51
11	14G	Residence						1	Reparation	Aucun	Aucun	Reparation	Information	1437.31

12	15G	Blanchiss erie				1				A determiner					727.15
13	16G	Bar- Restauran t		1						Reparation et relocalisati on	Cessation temporaire d'activite economiq ue	Perte de clientele	Paie ment de loyer	Negociati on a l'amiable	15487.08
14	17G	Boutiques / Boutiques				1				Reparation	A determiner				19022.31
15	18G	Residenc e				1				Reparation et relocalisati on	Aucun	Effet du au deplaceme nt	Paie ment de loyer	Negociati on a l'amiable	2878.06
16	19G	Blanchiss erie						1		Reparation	Aucun	Aucun	Reparation	Informati on	3687.46
17	21G	Commerc e ext/ Pharmaci e		1						Reparation	Cessation temporaire d'activite economiq ue	Perte de clientele	Reparation	Negociati on a l'amiable	2877.88
18	22G	Boutique/ Pharmaci e	1							Aucun	Aucun	Aucun	Aucune	Impact a eliminer	1201.12
19	23G	Boutique/ Multiserv ices		1					1	A determiner incluant la relocalisati on (duree +) 2 mois					51168.54

20	24G	Prov Alim/ Maison d'Aff/ Pharmacie/ Maison de transfert		1						Reparation et relocalisati on	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	Réparation	Negociati on a l'amiable	11309.15
21	29G	Studio de beaute/ Boutique					1			Reprise d'Escalier en fer forge	Aucun	Aucun	Escalier a reprendre	Informati on	3460.85
22	30G	Commerc e ext						1		A demolir	Commerc e de charbon a verifier	A verifier	Relocalisati on definitive	Negociati on a l'amiable/ Complexe Durand	9015.95 Coût démoliti on et indemnisation
23	31G	Boutique/ Maison de transfert/ Maison d'Aff.				1				Reparation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	Réparation	Negociati on a l'amiable	39783.82
24	32G	Boutique/ Maison d'Affaires		1				1		Reparation et relocalisati on	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	Réparation	Negociati on a l'amiable	10024.10
25	34G	Maison d'Affaires		1		1		1		Reparation et relocalisati on	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	Réparation	Negociati on a l'amiable	11504.05
26	35G	Borlette						1		A demolir	Cessation definitive d'activite commerci ale	Perte de clientele	Réparation	Negociati on a l'amiable	11224.75

27	39G	Commerc e ext/ Pharmaci e				1				Reparation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	Réparation	Finalisati on de la maison	2741.00
28	40G	Commerc e ext.						1		Reparation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	Réparation	Negociati on a l'amiable	2146.24
29	41G	Commerc e ext				1				RapARATION	Commerc e a deplacer temporaire ment	Aucun	Réparation	Negociati on a l'amiable	85,548
30	46G	Residenc e						1		Reparation	Aucun	Aucun	Aucune	Informati on	10118.83
31	1D	Boutique	1							A ecarter	Aucun	Aucun	Aucune	Informati on	3542.68
32	6D	Boutique/ Pharmaci e	1							A ecarter					1706.76
33	7D	Residenc e				1				Reparation et relocalisati on temporaire	Aucun	Impact du au deplaceme nt	Paie ment de loyer	Negociati on a l'amiable	6801.13
34	16D	Eau traitee						1		A ecarter					4459.64
35	17D	Clinique et Laboratoi re		1						A ecarter				Translatio n a gauche (19G)	26784.29 Ou 0 si translatio n

36	19D	Boutique		1						Reparation et relocalisation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	Paie ment de loyer	Negociati on a l'amiable	7794.76
37	21D	Residenc e/ Barber shop/ Studio						1		Reparation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	A determiner	Negociati on a l'amiable	3928.09
38	22D	Residenc e		1		1	1			Reparation et relocalisation	Aucun	Impact du au deplaceme nt	Paie ment de loyer	Negociati on a l'amiable	9177.04
39	23D	Boutique		1		1				Reparation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	A determiner	Negociati on a l'amiable	3612.32
40	24D	Borlette/ Glace Pingouin		1		1				Reparation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	A determiner	Negociati on a l'amiable	5581.54
41	27D	Borne-Fontaine							1	Demolition complete		Impact communautaire	Reconstruct ion in 30G	Compens ation de la dotation en eau par la DINEPA	5116.05 Coût de démolitio n et reconstru ction
42	29D	Boutique						1		Reparation	Aucun			Informati on	1550.69
43	35D	Borlette	1							A ecarter					2762.05

44	37D	Residence		1						Reparation et relocalisation	Aucun	Impact du au déplacement	Paieement de loyer	Negociation a l'amiable	8319.48
45	43D	Residence		1						Reparation	Aucun	Aucun	Reparation	Information	3647.35
46	44D	Residence		1						Reparation et relocalisation	Aucun	Impact du au déplacement	Paieement de loyer	Negociation a l'amiable	10728.97
47	45D	Cyber Café						1		Reparation	Aucun	Aucun	Reparation	Negociation a l'amiable	1493.47
48	47D	Produits Alim/ Borlette		1		1				Reparation et relocalisation	Cessation temporaire d'activite economique	Perte de clientele	A determiner	Negociation a l'amiable	13266.56
Total	48		6	18	1	15	3	8	12						383847.60

4.1. Application de la Politique OP 4.12 de la Banque Mondiale et Politique haïtienne (cadre juridique) en la matière

Compte tenu de la précarité des droits légaux des occupants actuels, il convient de concilier droit foncier et réalité socio-économique tout en respectant la politique de réinstallation involontaire des personnes (OP 4.12). En effet, selon l'énumération et les enquêtes juridiques réalisées par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), moins de 8% des habitants de la zone détiennent des titres de propriétés. Une approche purement légale, serait simpliste, mais peu adaptée aux besoins de développement du quartier.

Constat et réalité

Quarante-huit maisons sont appelées à être affectées à différents niveaux mais seulement trois sont appelées à être entièrement démolies. D'après la catégorisation effectuée par la PADF, six immeubles sont utilisés à des fins commerciales (bric à brac, cyber café, 2 maisons de transfert, dépôt, pharmacie, clinique et laboratoire).

Dispositions légales de la loi sur 5 septembre sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et de la Constitution de 1987

L'article 36.1 de la Constitution dispose que l'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

Si le projet initial est abandonné, l'expropriation est annulée et l'immeuble ne pouvant être l'objet d'aucune autre spéculation, doit être restitué à son propriétaire originaire, sans

aucun remboursement pour le petit propriétaire. La mesure d'expropriation est effective à partir de la mise en œuvre du projet.

L'article de la loi du 5 septembre 1979 prévoit que l'expropriation pour cause d'utilité publique n'est autorisée qu'à des fins d'exécution des travaux d'intérêt général. Constitue une cause essentielle, nécessaire et suffisante en matière d'expropriation forcée, la mission de service public affectant l'immeuble déclaré d'utilité publique pour l'exécution desdits travaux.

La création de voies publiques, telle que la rue Louverture selon l'article 10. I est bien une cause d'expropriation selon la loi.

L'article 2 dispose que l'exécution des ces travaux divers devra obligatoirement être supervisée, par le département des travaux publics transports et communication, en concertation avec tout organisme et institution intéressé et ne pourra être entreprise, comme pour tout établissement de servitude d'utilité publique, qu'en vertu de l'arrêté ou du décret du chef d'état qui, en confirmant la nécessité, désignera le nom de la commune ou celui du quartier ou la zone ou sont situés les terrains, ou les immeubles à exproprier. L'arrêté, suivant les cas, en indiquera la délimitation.

Toutes les dispositions qui régissent la procédure amiable ou contentieuse en expropriation pour cause d'exécution de travaux d'utilité publique ou d'établissement de servitude d'utilité publique, prévu aux art 441 et 526 du Code civil. sont sommaires, spéciales, d'ordre public et doivent, selon la nature des travaux, bénéficier de l'urgence ou de l'extrême urgence et de mesure exceptionnel pour leur exécution laisse à l'appréciation de service compétent (art 4 de la loi sur l'expropriation).

Après la publication de l'arrêté, tous les propriétaires devraient déposer leurs titres de propriété à la Direction Générale des Impôts selon les formalités ci-dessous.

Certains articles de la loi sur l'expropriation sont reproduits ci-dessous à titre d'information.

Art 15.- A compter de la publication de l'arrêté ou du décret du chef d'état ou de la loi déclarant l'immeuble ou la zone d'utilité publique, le directeur des contributions sur la demandes du secrétaire d'état des travaux publics transport et communication, invitera dans un délai de trois jours, non seulement par un communiqué publié au journal officiel de la république, mais encore à l'aide des organes de la presse parlée et écrite, des propriétaire et occupants parcellaires ou non :

a) A déposer dans les 15 jours, en son office, section du service de son contentieux, leurs titres, pièces, plans et procès-verbaux d'arpentage de leurs immeubles pour la vérification de leurs superficies et le contrôle de la qualité des parties.

b) A déclarer au dit service :

1) Leur locataire, fermier, usager, usufruitier, créancier hypothécaire ou privilégie concernant le bien a exproprié.

- 2) Si l'immeuble est un bien mineur ou d'interdit ou de personne frappée d'incapacité
- 3) Si l'immeuble est une copropriété ou un bien d'héritage indivis.
- 4) Si l'immeuble est litigieux ou non.
- 5) Si l'immeuble est grévé d'hypothèque ou affectée de privilèges quelconque et ceux, à fins de loi.

Art 16.- un délai exceptionnel de 30 jours est accordé aux propriétaires, aux personnes concernées domiciliées en Haïti et de 60 jours pour ceux qui demeurent à l'étranger pour l'accomplissement de ces formalités.

Fautes de s'y conformer, le comité permanent d'acquisition devra procéder à l'exécution des formalités prévues en leur présence ou leur absence.

Art 17.- Lorsque les personnes sus désignées sont empêchées de se présenter, elles donneront aux tiers par elles choisis, une procuration spéciale et authentique en vue de l'exécution de fins prévues par la présente loi.

Faute de ce faire le commissaire du gouvernement et le magistrat communal sont légalement leur représentant à l'audience d'évaluation du montant de l'indemnité ou de dédommagement éventuel dans le cas d'abus dans l'exécution de travaux de servitude d'utilité publique.

Un supplément de délai de 60 jours est accordé aux propriétaires absents ou non représentés pour produire dans les formes et aux conditions prévues à l'article 15 ci-dessus le dépôt de leur titre de propriété. Passé ce délai, le bien est réputé vacant. L'état, les formalités légales préalablement requises entre en possession aux fins de l'exécution de travaux déclarés d'utilité publique.

Art.- 18 Toute les déclarations des propriétaires ou des représentants des immeubles munis d'autorisation par ordonnance du doyen du tribunal civil aux fins poursuivies par la présente loi, seront valables et consignées par le service des contributions dans un registre spécial à ce destinées. Le transfert des données recueillies et du transfert des parties sera fait à bref délai à l'administration compétente.

Les différentes phases de la procédure (art 5 de loi)

La procédure d'expropriation pour cause de travaux d'utilité publique et d'intérêt général s'opère en deux phases.

1) La première, de caractère purement administratif, a lieu par voie amiable.

2) En cas d'échec de cette conciliation préalable et obligatoire, elle devient contentieuse à la seconde.

Particularités du cas de Delmas 32

Dans le cas de Delmas 32, la plupart des occupants n'ont pas de titres de propriété. Il convient donc de privilégier la voie amiable même s'ils n'ont pas leurs documents légaux pour respecter la politique OP 4.12 de la banque mondiale afin de promouvoir le développement de la zone.

Une telle approche est possible, vu qu'aux termes de l'article 925 du Code civil, les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Les parties, peuvent donc en toute légalité, convenir de permettre à l'État Haïtien d'effectuer lui-même les travaux de réparation. Ce n'est donc pas une renonciation à un droit, puisque les droits de l'occupant sont respectés en nature.

INTERVENTION SUR LES MAISONS NON COMMERCIALES

Pour les maisons qui seront entièrement démolies, un accord à l'amiable sera trouvé entre l'État Haïtien et l'occupant.

L'indemnité à laquelle l'occupant a droit, peut suivant l'accord des parties, être utilisée pour la relocalisation et la reconstruction de son immeuble. L'accord des parties, et la réalisation des travaux selon normes de construction, protégeront l'État Haïtien en cas de contestation future ou de poursuites judiciaires.

La personne ayant été remise en possession, n'aurait donc aucun intérêt à intenter une action judiciaire. Cette possibilité est mince dans le quartier de Delmas vu l'absence des titres de propriété.

Pour les maisons dont les façades, colonnes et/ou poutres seront impactées.

Aucune acquisition n'est nécessaire vu que les maisons ne seront pas détruites. Un accord à l'amiable entre l'État Haïtien et les occupants autorisera le maître d'œuvre délégué à effectuer les réparations avec le montant alloué au bénéficiaire.

Pour les maisons dont les façades et clôtures seront impactées

Après l'estimation des réparations, un accord à l'amiable entre l'Etat Haïtien et les occupants permettront au maître d'œuvre délégué de faire personnellement les réparations des façades et des clôtures pour le compte du bénéficiaire.

INTERVENTION SUR LES MAISONS COMMERCIALES

Pour les entreprises qui seront relocalisées

Un accord à l'amiable sera trouvé entre l'État Haïtien et les exploitants de l'entreprise en vue d'être relocalisée. Une fois le terrain identifié, les travaux de construction pourront être entrepris avec la somme allouée au bénéficiaire. En vue de faciliter l'accord, l'Etat peut négocier la location d'un autre immeuble en vue de poursuivre ses activités dans la zone si la partie l'exige.

Pour les entreprises dont les activités seront suspendues temporairement

L'accent sera mis sur la route qui occasionnera une affluence de clients pour le commerce. Un accord à l'amiable sera trouvé entre l'État Haïtien et les exploitants de l'entreprise sur la durée de la suspension temporaire.

Pour les entreprises qui seront fonctionnelles mais dont les charges augmenteront à cause de la fermeture de la route

La route étant dans l'intérêt de tous, Un accord à l'amiable sera trouvé entre l'État Haïtien et les exploitants de l'entreprise pour la poursuite des travaux. Les retombées économiques de la route, seront les points de l'accord.

N.B. Dans tous les accords, une clause stipulera que le prix des loyers ne sera pas augmenté à la suite des réparations en vue de protéger les locataires.

Cas spécifiques de 2 relocalisations définitives

Maisons # 30 G et # 35 G

Considérant que le séisme du 12 janvier 2010 a causé d'importants dégâts matériels dans le quartier de Delmas 32 ;

Considérant que l'État Haïtien a décidé d'investir dans le développement dudit quartier pour le bien-être de la population ;

Considérant que les travaux de réparation des maisons et de construction des infrastructures de base (route, eau, électricité...) vont engendrer des démolitions et des déplacements de la population ;

Considérant que suivant le droit interne, les principes du droit humanitaire, et la procédure OP 4.12 de la banque, toutes personnes qui subiront un préjudice du fait de ces travaux publics ont droit à une compensation ;

Considérant que les bénéficiaires ont reconnu lors de l'enquête préparatoire n'avoir aucun titre de propriété ;

Considérant que le montant de la compensation sera déterminé en fonction de la valeur des terrains et immeubles suivant le barème établi par les services compétents de l'État Haïtien ;

Le bénéficiaire accepte la somme convenue à titre de compensation pour la démolition de son immeuble et consent à être relocalisé(e) temporairement durant les travaux.

Le bénéficiaire donne bonne et valable quittance à l'État Haïtien et renonce tant pour le présent que pour l'avenir à toutes actions généralement quelconques en rapport la avec la démolition de son immeuble et la relocalisation.

Matrice des droits

Catégories de personnes affectées	Type d'impacts	Eligibilité	Droits
Propriétaires de bâti occupant le site durant un certain temps	Perte temporaire de maisons (Site affecté à plus de 50%)	Propriétaire de maisons Toute autre personne autorisée et / ou mandatée par le propriétaire	Prise en compte du niveau de réparation nécessaire et Subvention à la réinstallation provisoire Fais de transport pour le déménagement des biens ou autres mobiliers Appui à l'identification de maison de relocalisation temporaire Formalisation de reconnaissance du droit de jouissance de la propriété par la Municipalité de Delmas.
	Désorganisation de lien social		Appui à la formation/ Communication
Locataires (qui ont une redevance locative envers le dit propriétaire)	Perte de droit de location de maison	locataire de maisons	Compensation du temps de validité du contrat de location (partie restante) Aide à l'identification de maison de relocalisation Statut prioritaire pour retourner à la maison initialement occupée Subvention à la réinstallation provisoire Fais de transport pour le déménagement des biens ou effet immobiliers

Propriétaires d'Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> - Suspension temporaire ou définitive de travail Difficulté d'approvisionnement Païement d'Employés durant la fermeture involontaire - Pertes d'activités -Pertes de revenu commercial -Perte de clientèle et du fonds du commerce en partie 	Propriétaire d'entreprise et de commerce	<p>Estimation et compensation de revenus durant la période de construction de la route (estimation objective)</p> <p>Frais de transport pour le déplacement des matériels et équipements des PAP</p>
La Communauté	-Réduction ou Non accès à certains services de proximité (Eau – Courant de Ville – Proximité de certains services de base)	Habitant de la Rue Louverture et des localités avoisinantes	<p>Mise à disposition de services compensatoires et Reprise urgente des réseaux (Electriques et Hydrauliques) par l'Ed'H et la DINEPA</p> <p>Réalisation de l'ouvrage par troncon (Lot) et alternance des horaires de travail des Entreprises en fonction des priorités et des types de services offerts</p>

Modalités de compensation

Tableau résumant kes principales Modalités de Compensation ou d'Indemnisation retenues														
Items	Code ESC	Categorie de services affectes	Statut		Compensation et perte économique		Aide á la relocalisation temporaire		Communication/ Centre d'Appel temporaire		Assistance psychosociologique		Transport récurrent lié au déplacement	
			Propriétaire	Locataire	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
1	4G	Centre informatique												
2	5G	Residence privée												
3	6g	Boutique												
4	7G	Boulangerie												
5	8G	Residence privée												
6	9G	Eau traitée/ Store et Vetements et Cosmetiques												
7	10G	Boutique/ Borlette												
8	11G	Borlette/ Boutique												
9	12G	Studio de beauté/ Pharmacie												

10	13G	Residence privee												
11	14G	Residence privee												
12	15G	Blanchisserie												
13	16G	Bar-Restaurant												
14	17G	Boutiques/ Boutiques												
15	18G	Residence privee												
16	19G	Blanchisserie												
17	21G	Commerce ext/ Pharmacie												
18	22G	Boutique/ Pharmacie												
19	23G	Boutique/ Multiservices												
20	24G	Prov Alim/ Maison d'Aff/ Pharmacie/ Maison de transfert												
21	29G	Studio de beaute/ Boutique												
22	30G	Commerce ext												
23	31G	Boutique/ Maison de transfert/ Maison d'Aff.												

24	32G	Boutique/ Maison d'Affaires												
25	34G	Maison d'Affaires												
26	35G	Borlette												
27	39G	Commerce ext/ Pharmacie												
28	40G	Commerce ext.												
29	41G	Commerce ext												
30	46G	Residence privee												
31	1D	Boutique												
32	6D	Boutique/ Pharmacie												
33	7D	Residence privee												
34	16D	Eau traitee												
35	17D	Clinique et Laboratoire												
36	19D	Boutique												
37	21D	Residence privee												
38	22D	Residence privee												
39	23D	Boutique												
40	24D	Borlette												

41	27D	Borne-Fontaine												
42	29D	Boutique												
43	35D	Borlette												
44	37D	Residence privee												
45	43D	Residence privee												
46	44D	Residence privee												
47	45D	Cyber Café												
48	47D	Produits Alim/ Borlette												
Total														

Modalites de Compensations

Items	Code ESC	Categorie de services affectes	Statut		Compensation et perte économique		Aide à la relocalisation temporaire		Aide à la relocalisation définitive
			Propriétaire	Locataire	Oui	Non	Oui	Non	Oui
1	4G	Centre informatique	X	X		X		X	
2	5G	Residence privee	X		X			X	
3	6g	Boutique		X	X			X	
4	7G	Boulangerie				X		x	
5	8G	Residence privee		X		X		x	
6	9G	Eau traitee/ Store Vetements et Cosmetiques				X		x	
7	10G	Boutique/ Borlette	X	X		X		x	
8	11G	Borlette/ Boutique		X		X		x	
9	12G	Studio de beaute/ Pharmacie	X	X		X		x	
10	13G	Residence privee	X			X		x	

11	14G	Residence privee	X			X		x	
12	15G	Blanchisserie	X		X		x		
13	16G	Bar-Restaurant	X	X	X		x		
14	17G	Boutique/ Boutique		x		x		x	
15	18G	Residence privee				X		x	
16	19G	Blanchisserie				X		x	
17	21G	Commerce ext/ Pharmacie	X	X		X		x	
18	22G	Boutique/ Pharmacie	X	X		X		x	
19	23G	Boutique/ Multiservices			X		x		
20	24G	Prov Alim/ Maison d'Aff/ Pharmacie/ Maison de transfert		X		X		x	
21	29G	Studio de beaute/ Boutique	X	X		X		x	
22	30G	Commerce ext	X			X			x
23	31G	Boutique/ Maison de transfert/ Maison d'Aff.		X		X		x	
24	32G	Boutique/ Maison d'Affaires				X		x	
25	34G	Maison d'Affaires			X			x	
26	35G	Borlette	X		X				x
27	39G	Commerce ext/ Pharmacie		X	X			x	
28	40G	Commerce ext.				X		x	
29	41G	Commerce ext		X		X		x	
30	46G	Residence privee				X		x	
31	1D	Boutique		X		X		x	
32	6D	Boutique/ Pharmacie	X	X		X		x	
33	7D	Residence privee				X		X	
34	16D	Eau traitee	X	X	X			x	
35	17D	Clinique et Laboratoire				X		x	
36	19D	Boutique			X			x	
37	21D	Residence privee		X	X		x		
38	22D	Residence privee		X		X	x		
39	23D	Boutique	X			X		x	
40	24D	Borlette		X		X		x	
41	27D	Borne-Fontaine			X		x		
42	29D	Boutique				X		x	
43	35D	Borlette		X		X		x	
44	37D	Residence privee				X		x	
45	43D	Residence privee				X		x	
46	44D	Residence privee				X		x	
47	45D	Cyber Café				X		x	
48	47D	Produits Alim/ Borlette				X	x		
Total									

Mécanisme de gestion des plaintes et des conflits

Le point 8 qui vient tout juste après le tableau :

Mécanisme de Gestion des Plaintes ..

Dans le cadre de la construction de la Rue Louverture , pour pallier aux problèmes identifiés, un système d'information et résolution de doléances a été mis en place de la manière suivante :

- 1) Au Centre d'Appui à la Reconstruction (CAR), une boîte aux lettres est disponible où toutes les personnes vivant dans la zone peuvent y déposer leurs doléances ;
- 2) Le traitement des doléances se fait selon le type de problème et, l'assistance juridique est donnée au cas par cas, en utilisant le procédé de l'arbitrage afin de trouver le juste milieu pour les parties. Pour cela, les parties sont convoquées au CAR ou une équipe de la PADF se rend sur le terrain en suivant la même stratégie.
- 3) Des Enquêtes et Entretiens sont menés afin d' avoir des informations sociojuridiques précises sur la population de la zone et avec les gens de la communauté afin de définir les modalités de résolution les problèmes.
- 4) Des Rencontres communautaires seront réalisées pour faciliter la réalisation des activités, les travaux de la Rue Louverture par exemple, afin de trouver un meilleur engagement communautaire et de rendre beaucoup plus efficaces les interventions.

Mitigation et Mesures d'atténuation des impacts / Impacts positifs du projet

En plus des mesures régulières de compensation indispensables à la mise en œuvre des actions, les impacts positifs du projet seront également mis en exergue et utilisés ainsi comme étant des mesures (communautaires) de mitigation et d'atténuation de risques. Ce qui amène à 4 types les éléments de compensation retenus :

Compensation en Nature, soit la réparation directe des maisons impactées par le projet.

Compensation en espèce. La prise en compte des charges dues à la relocalisation temporaire indispensable. Le montant sera versé directement au propriétaire de la maison de relocalisation sur autorisation formelle et expresse de la personne affectée.

Compensation Communautaire

Information / Education/ Communication en fonction du contenu du projet

Compensation de la dotation en eau de la zone et reconstruction du kiosque par la DINEPA

Reprise du réseau électrique par l'Ed'H et éclairage de rues éventuels pour pallier aux risques d'insécurité

- **Utilisation des éléments positifs du projet pour mitiger les impacts**

- Désenclavement de la route
 - Création d'Emplois et de revenus financiers
 - Formation de Maçons
 - Cash-for-Work (Emplois temporaires)
 - Développement de petites et moyennes entreprises le long de la route (pendant et après)
 - Augmentation de la valeur marchande des maisons
 - Facilitation des interventions de secours/ maladie/ sécurité
 - Autres
2. Mise en place d'un plan de sortie, soit la creation d'un "Compte escroc" (10% du cout total de la compensation estimée) permettant de compenser certains risques qui ne seraient pas résolus de maniere satisfaisante á partir de l'approche utilisée.

9.1 Stratégies de traitement des plaintes et de résolution des conflits

- Boite aux lettres disponible au CAR
- Enquêtes/ Entretiens
- Rencontres communautaires/ Focus-Group
- Evaluations
- Autres

9.2 Traitement particulier des catégories vulnérables

- Femmes enceintes
- Enfants
- Vieillards
- Personnes á mobilité réduite
- Autres (ESC, Evaluation Environnementale, p. 27, 28)

9.3 Traitement des plaintes et doléances après la mise en oeuvre des travaux

- a. Réception des plaintes (3 – 6 mois après le projet)
- b. Mise en place d'un Fond de reserve (Fonds Escroc)

En plus de la mise en place d'une stratégie visant à formaliser ou à légaliser la réalisation du projet au niveau de la communauté de la Rue Louverture et ses environs, il convient de définir une stratégie de communication du projet dans le but, non seulement de parer à tout malentendu, mais aussi de s'assurer que la communauté informée, en plus de la Municipalité de Delmas, s'implique et endosse la réalisation du projet de la rue Louverture.

Divers cas d'espèces sont retenus et des simulations différentes sont conçues en termes de stratégie et mode opératoire envisagés :

A. Réparation.

A.1. Avec relocalisation temporaire

Cas où la maison a un propriétaire.

- Si le propriétaire se trouve en Haïti :
 - ✓ *Contact avec le propriétaire*
 - ✓ *Entente à l'amiable : sensibilisation du propriétaire à travailler dans le sens de la communauté.*
 - ✓ *Procès-verbal.*

- Si le propriétaire est à l'étranger :
 - ✓ *Contact avec la personne habitant la maison ou un proche du propriétaire pour avoir ses coordonnées*
 - ✓ *Contact avec le propriétaire*
 - ✓ *Obtention d'un mandat signé et notarié donnant à une personne le droit de représenter le propriétaire ou vérification d'un cumul d'actes menés au nom et sur autorisation du propriétaire*
 - ✓ *Négociation avec le mandataire*
 - ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*

Cas pour la relocalisation du locataire.

- *Si le locataire est en pleine jouissance de ses droits (durée de location décrite par le bail).*
 - ✓ *Discussion sur la relocalisation et sa durée : Entente à l'amiable.*

- ✓ *Location d'un nouvel espace pour la durée des travaux.*
- ✓ *Établissement d'un Accord.*
- Si le locataire est en fin de jouissance.
 - ✓ *Obtention du contrat de bail*
 - ✓ *Discussion avec le propriétaire et le locataire.*
 - ✓ *Entente à l'amiable pour garantir le retour du locataire en fonction de la décision des deux parties.*
 - ✓ *Relocalisation du locataire.*
 - ✓ *Procès verbal de la discussion entre les deux parties (engagement réciproque validé par un Notable du quartier)*

A.2. Sans relocalisation

Cas où la maison a un propriétaire.

- Si le propriétaire se trouve en Haïti :
 - ✓ *Contact avec le propriétaire Entente à l'amiable : sensibilisation du propriétaire à travailler dans le sens de la communauté.*
 - ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*
- Cas ou le propriétaire est à l'étranger :
 - ✓ *Contact avec le propriétaire*
 - ✓ *Obtention d'un mandat signé et notarié donnant à une personne le droit de représenter le propriétaire.*
 - ✓ *Négociation avec le mandataire*
 - ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*

A.3 Réparation des maisons

- **Cas pour les maisons résidentielles**
 - ✓ **Référence(A.1)**
- **Cas pour les entreprises commerciales.**
 - ✓ *Rencontre avec les entrepreneurs pour les motiver sur l'importance de la route et les bénéfices qu'elle apportera à leur entreprise.*
 - ✓ *Explication sur la prise en charge prévue par le projet pour compenser le temps de relocalisation temporaire (transport, enseignes, etc.)*
 - ✓ *Rencontre avec le propriétaire.*
 - ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*

B. Relocalisation définitive

B.1. Propriétaire ayant un titre de propriété avec locataire.

- ✓ *Prise de contact avec le propriétaire.*
- ✓ *Rencontre/information/ discussion basée sur l'approche communautaire sur la possibilité de relocalisation avec le propriétaire*
- ✓ *Encourager le propriétaire à décider en fonction de l'intérêt du locataire.*
- ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*

B.2 Propriétaire sans titre de propriété.

- ✓ *Prise de contact avec ledit propriétaire*
- ✓ *Rencontre d'information et de considération basée sur l'approche communautaire.*
- ✓ *Encourager le propriétaire à décider en fonction de l'intérêt du locataire.*
- ✓ *Accord sur la relocalisation définitive.*
- ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*

C. Entreprises de services.

- **Ecole/** A noter que l'école ne sera pas impactée directement. Toutefois nous avons prévu dans la stratégie de communication de :
 - ✓ *Sensibilisation des directeurs d'école sur l'importance de la rue pour la communauté et le niveau d'impacts de la construction de la rue pour la communauté. Garantir que des mesures de mitigation des impacts seront prises en charge. Cette sensibilisation se fera avant et à mi-parcours.*
 - ✓ *Sensibilisation des élèves sur des dispositions de sécurité pendant la construction.*
 - ✓ *Journée de mobilisation de la communauté autour du projet de la rue Louverture avec le support de tous les acteurs : panel d'information dans les écoles et églises, concours de texte sur des thèmes « Patisipasyon pa m nan rekonstriskyon katye m » , kermesse pour les enfants et activités culturelles.*
 - ✓ *Encourager le propriétaire à décider en fonction de l'intérêt du locataire.*
 - ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*
- **Eglise /** l'église ne sera pas impactée directement mais toutefois une stratégie similaire à celle utilisée pour l'école sera adoptée.
- **Electricité**
 - ✓ *Utilisation de sound truck pour prévenir les riverains de la coupure partielle de l'électricité.*

- ✓ *Bonne liaison avec l'EDH pour adopter des mesures de mitigation de la coupure temporaire de l'électricité.*
- **Eau potable**
 Considérant que l'eau potable sera impactée, dans la stratégie de communication il est prévu :
 - ✓ *D'informer les riverains utilisateurs de l'absence temporaire du kiosque.*
 - ✓ *Annoncer qu'en accord avec la DINEPPA il y aura deux points d'eau provisoire en accord avec la population.*
 - ✓ *Discuter avec la population les points de déplacement provisoire de distribution d'eau et aussi pour les deux nouveaux centres définitifs de distribution d'eau par diverses réunions communautaires documentées.*
 - ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*
- **Centre de Santé et pharmacies.**
 Considérant que le centre de santé et les pharmacies seront impactés il est prévu de :
 - ✓ *Rencontrer les propriétaires des pharmacies respectivement, leur informer des impacts de la construction de la route avec leur implication communautaire.*
 - ✓ *Pour le centre de santé, il est prévu d'informer les responsables du centre, les riverains par le biais des mégaphones et sound truck.*
- **Boulangerie.**
 Considérant aussi que la boulangerie sera impactée et qu'elle a une importance fondamentale pour la communauté produisant le pain quotidien de cette communauté .Il est prévu une stratégie spécifique :
 - ✓ *Rencontre avec le propriétaire de la boulangerie pour le motiver sur l'importance de la route et les bénéfices qu'elle apportera à leur entreprise pour les expliquer de la prise en charge prévue par le projet pour compenser le temps de relocalisation temporaire.*
 - ✓ *Utilisation du sound truck pour annoncer à la population la fermeture provisoire de la boulangerie.*
 - ✓ *Discussion et proposition pour arriver à entente de distribution.*
 - ✓ *Etablissement d'un Procès verbal.*

Stratégie de communication : pour la visibilité du projet

3 Affiches (billboard).

Au niveau de la rue Louverture sur Delmas 32 et à l'entrée de Delmas 40 B, dimension 48 x 72 pouces. Les Affiches doivent être à des endroits stratégiques à proximité du chantier ce qui offrira une grande visibilité.

Conception des maquettes.

Les maquettes permettront d'informer constamment la population sur certaines mesures, sur les avertissements : comme par exemple : Route bloquée, détour, chaussée glissante, Danger, interdictions etc...

Conception de flyers.

Les flyers tiendront compte des informations sur la présentation des activités de la route, les différentes interventions techniques, les avertissements, les mesures à prendre etc.

Dimension 5 et demi par 8 et demi, Quantité maximale : 1000. Support : semi glossy.

Sound truck.

Pour la sensibilisation de masse utiliser le « Sound Track » pour informer la population. Avertir sur les travaux du chantier, rassurer la population pour éviter les affolements lors des activités de compactage par le bruit et l'effet du tremblement provoqué par le rouleau compacteur, l'insalubrité de l'environnement causée par le chantier etc.

Mégaphone.

Mener la campagne de portes et portes au niveau de la rue Louverture/ communication individuelle par les animateurs.

Réunions de sensibilisation.

Par groupes de propriétaires sur les maisons impactées par les travaux au niveau de la rue : l'objectif de ces réunions sera :

1. Mettre la population en confiance sur la nécessité de perdre quelques mètres sur la façade externe de leur maison.
2. Conscientiser sur l'implication de la mairie à ce niveau ce qui évitera des dérapages à l'encontre de la PADF. Pour ces réunions un représentant de la mairie doit être présent afin de faciliter l'explication des ouvrages.

Réunion communautaire.

Renforcer les activités de la rue avec l'implication des leaders de la zone, les personnes morales capables d'influencer les résidents de la zone. Faire ces rencontres directement dans la zone(COPRODEP)

Activités culturelles.

Au moins deux activités culturelles et artistiques peuvent être organisées pour mobiliser la population autour du projet. Ces activités culturelles sont réalisées en tenant compte des habitudes et coutumes du quartier de Delmas 32. Mais le spectacle se fait suivant un protocole qui met en valeur la vulgarisation du projet de la rue Louverture. Un Vendredi serait le jour le plus approprié pour organiser une journée de vente du projet qui commence par une présentation au niveau des écoles dans la matinée impliquant la Mairie, la PADF, le BMPAD et la BM, l'organisation d'une kermesse à midi pour les enfants lesquels participeront à un concours de textes et de dessins sous l'étiquette « **patisipasyon pa m nan rekonstriksyon katye m** ». La réalisation d'un spectacle culturel le soir introduisant le projet de la rue Louverture par le Maire de Delmas, la directrice de la PADF, le directeur du BMAPD, un leader homme et femme de la communauté, deux ou trois volontaires dans le public, échange de

questions/ réponses. Enfin clôturer le spectacle avec de la musique d'un dj en limitant l'heure de fermeture de l'événement.

+ Distribution de T-shirt.

S'assurer que les ouvriers portent toujours les maillots de la PADF car il y a d'autres organisations qui travaillent dans la sphère de Delmas 32. Ce qui évitera certains filtrages sur les chantiers pendant toute la durée des ouvrages.

+ Emission radios/Télés.

Cibler les meilleures stations à grande audience capable d'influencer la population haïtienne.

+ Spots publicitaires (publicité payante optionnelle).

Utiliser la radio, la télévision, les sites internet, les réseaux sociaux de la PADF, pour des jeux de rôles, des sketches etc.

+ Préparation de la cérémonie de lancement.

Invitation de la presse avec la mairie et la PADF, le BMPAD, la BM, les autres ONG, partenaires locaux et autorités locales etc.

+ Diffusion du PAR de la rue Louverture.

La diffusion du PAR devra se faire dans la presse écrite à travers un article et diffusion du lien sur les sites internet des médias, de la Banque Mondiale, du BMPAD et de la PADF.

Mise à disposition de copies à consulter par la Communauté au Centre d'Appui à la Reconstruction de Delmas 32.

Tenant compte de la spécificité du quartier de Delmas 32 et des antécédents existants, la stratégie de communication a été conçue suivant sept (7) niveaux spécifiques de récepteurs/ interlocuteurs concernés directement ou indirectement par la réalisation des travaux ce, en utilisant des canaux appropriés:

7 niveaux	Outils					
Beneficiaires	Rencontres	Flyers	Seances mensuelles			
Voisins	Rencontres	Flyers	Porte-a-porte			
Communauté de Delmas	Billboard	Sound Track	Megaphone	Implication des activités culturelles de la zone (Ecoles/ Eglises/ Championnat, etc.)		
Grand Public	Billboard	Spots	Publications	Emissions Radiophoniques	Internet	Sketch/ Jeux de roles

Autres Acteurs	Rencontres	Infosheet	Ceremonies officielles			
MO/ BAILLEURS	Rencontres de suivi	Rapports	Missions	Evaluation finale(AAR*)		
Presse	Dejeuner des Directeurs de Medias	Cocktail de Presse	Conference de Presse	Couverture de Presse	Diffusion d'infos	
Autorites Publiques						Inauguration
*actor action review						

11 Arrangements institutionnels

D. Institutions

- **MAIRIE**

- ✓ Rencontre avec les responsables de la mairie de Delmas en vue de coordonner ses interventions avec la politique le OP 4.12. et l'équipe technique de la PADF.
- ✓ Implication de la mairie dans les activités importantes pour le projet et les prises de décision.
- ✓ Procès verbal.

- **DINEPA**

- ✓ Coordonner avec la DINEPPA le déroulement de travaux de façon à ce qu'on puisse anticiper les points provisoires d'eau et prolonger le temps de distribution.

- **MTPTCE / laboratoire national.**

- ✓ Contrôle de qualité :
- ✓ Mesure et vérification du niveau de compactage du sol.
- ✓ Prélèvement du béton pour test de compression.

- **EDH**

- ✓ Bonne liaison avec EDH pour adopter des mesures de mitigation de la coupure temporaire de l'électricité.
- ✓ Changement de pylônes.
- ✓ Déplacement de réseau.

- **PNH (Direction Centrale de la Police Administrative)**

- ✓ Mesures de sécurité.
- ✓ Mesures de sécurité routière.

- **AUTRES institutions travaillant dans la communauté.**

- ✓ *Informar les autres institutions des impacts possibles du projet de construction de la route.*
- ✓ *Informar pour éviter les duplications au niveau des ouvrages.*

12 Chronogramme d'activités

[illegible]

[illegible]

[illegible]

13 Mise en application des recommandations environnementales (rf.- PGES)

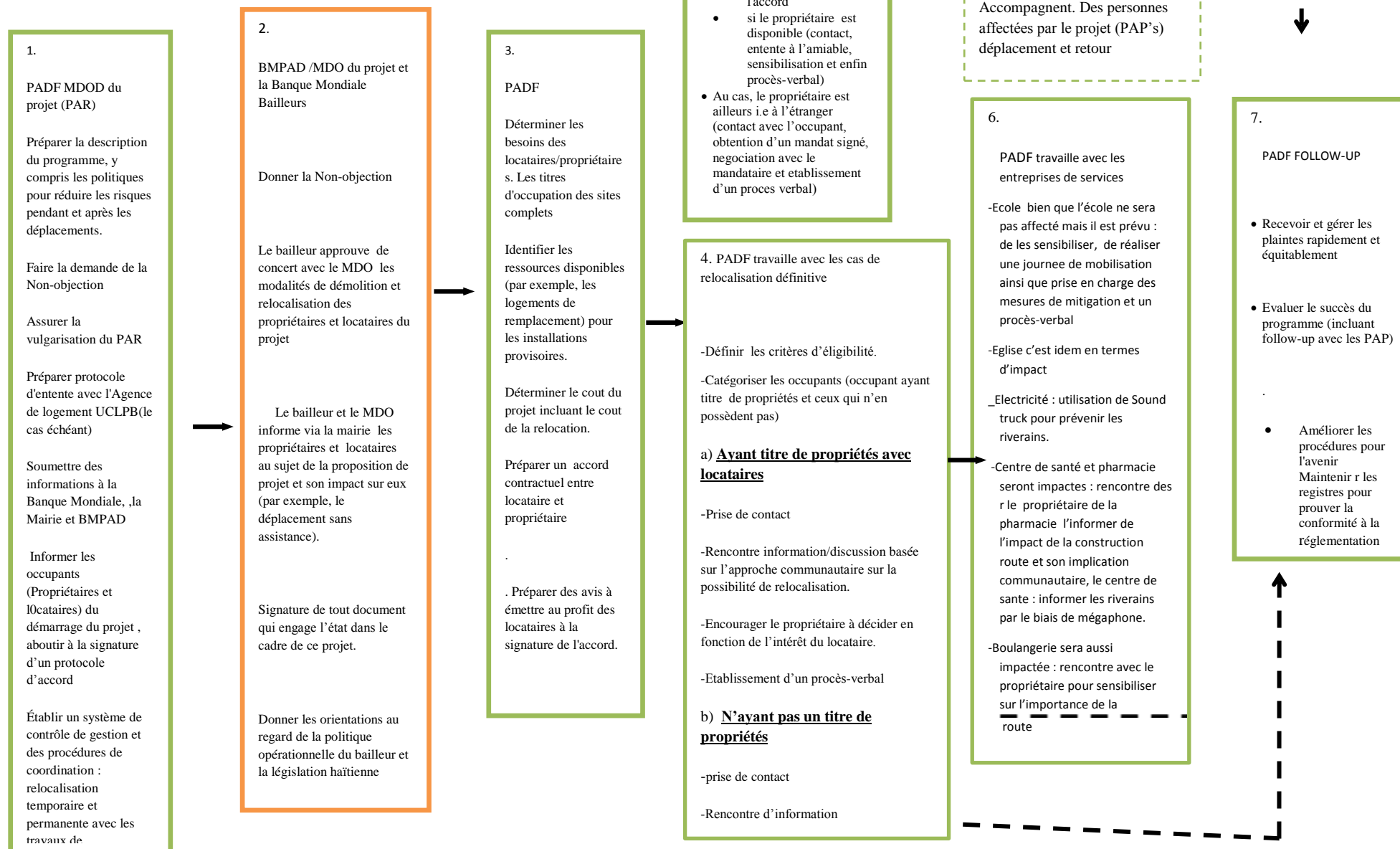
Le MDOD mettra en place les dispositifs permettant de mettre en application les recommandations prévues dans le rapport environnemental produit par ESC.

Les rapports périodiques prendront en compte les progrès réalisés dans le domaine.

14 Suivi-Evaluation

Flowchart

Flowchart ‘Plan d’Action de Recasement de la Rue Louverture ‘(PAR)



11.2- Objectif du suivi-évaluation

En se basant sur la portée sociale de réparation sur place, désinstallation provisoire, installation temporaire et réinstallation définitive, tout le processus de cette opération doit être suivi et évalué régulièrement. Les dispositions pour le suivi et l'évaluation visent à s'assurer, d'un côté, que les actions proposées sont mises en œuvre convenablement dans les délais établis ; et, d'un autre côté, que les résultats attendus sont atteints. Lorsque des déficiences ou des difficultés sont observées, le suivi et l'évaluation permettent d'enclencher des mesures correctives appropriées.

L'objectif principal du plan du PAR est d'assurer aux chefs de ménages et dépendants un niveau de vie et des conditions de vie adéquat par rapport à ce qu'ils connaissaient avant la réalisation du projet de recasement. Ainsi, le suivi et l'évaluation des actions proposées dans le PAR devront porter prioritairement sur l'atteinte de cet objectif. Le suivi/évaluation du plan d'action de PAR visera les objectifs suivants : la surveillance; le suivi; l'évaluation.

Surveillance :

- Vérifier, en particulier au démarrage du PAR, que ses spécifications détaillées soient conçues et sa mise en œuvre révélée conforme au PAR validé.

Suivi :

- Vérifier en permanence que le programme de travail et le budget du PAR sont exécutés Conformément aux prévisions.
- Vérifier en permanence que la qualité et la quantité des résultats espérés sont obtenues dans les délais prescrits.
- Identifier tout facteur et évolution imprévus susceptibles d'influencer l'organisation du PAR.
- La définition de ses mesures, d'en réduire l'efficacité ou de présenter des opportunités à mettre en valeur.
- Recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

Évaluation :

- Établir et interpréter la situation de référence des bénéficiaires, avant le démarrage du projet, en matière socioéconomique (le recensement effectué dans le cadre de ce mandat a permis d'élaborer la situation de référence).
- Définir, à intervalles régulières, tout ou une partie des paramètres ci-dessus afin d'en apprécier et comprendre les évolutions.
- Établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PAR en matière socioéconomique.
- Analyser, de façon programmée ou en réponse à des constats de suivi/évaluation.

11.3- Tableau des Indicateurs Objectivement Vérifiables

Le suivi du PAR est entrepris en utilisant des indicateurs globaux qui facilitent une compréhension rapide de la situation. Ces indicateurs sont indiqués dans le tableau présenté à la page suivante :

Tableau des Indicateurs

Description	Indication
Nombre de ménages et de personnes affectés par les activités du Projet ;	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants sensibilisés;	
· Nombre de ménages compensés par le Projet;	
· Nombre de ménages et de personnes désinstallés provisoirement par le Projet ;	
· Nombre de ménages et de personnes réinstallés temporairement par le Projet	
· Nombre de ménages et de personnes réinstallés définitivement par le Projet	
· Niveau de participation de chefs de familles et dépendants formes dans le processus	
· Nombre et nature des griefs légitimes résolus	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants satisfaits de la désinstallation provisoire	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants satisfaits de la réinstallation définitive	
· Nombre de chefs de ménages et dépendants satisfaits de la désinstallation provisoire	
· Nombre des résidents de la zone satisfaits des opérations de recasement	

15 Tableau compensatoire des PAP

Items	Code ESC	Categorie de services affectes	Statut d'occupation	Coût démolition en \$US	Compensation pour maison endommagée (reparation MDOD) (en US \$)	Compensation pour expropriation	Compensation pour relocalisation temporaire (en US \$)	Compensation et perte économique (en US \$)	Compensation pour transport (en US \$)	Coût ravalement de façade en \$US Crépis/enduits et peinture	Communication (en US \$)	TOTAL (en US \$)
1	4G	Centre informatique		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	208.46	0.00	208.46
2	5G	Residence privee		140.70	212.93	534.65	0.00	0.00	0.00	196.68	0.00	1084.96
3	6G	Boutique		424.19	3153.12	3083.72	1860.47	2325.58	0.00	317.54	0.00	11164.61
4	7G	Boulangerie		359.44	181.67	3437.16	0.00	0.00	0.00	178.86	0.00	4157.14
5	8G	Residence privee		263.95	1003.02	245.02	813.95	0.00	0.00	246.84	0.00	2572.79
6	9G	Eau traitee/ Store Vetements et Cosmetiques		0.00	34.88	0.00	0.00	0.00	0.00	176.11	0.00	210.99
7	10G	Boutique/ Borlette		129.95	1612.60	1332.56	0.00	0.00	0.00	1309.55	0.00	4384.67
8	11G	Borlette/ Boutique		128.37	1227.56	195.91	697.67	2325.58	0.00	144.76	0.00	4719.85
9	12G	Studio de beaute/ Pharmacie		65.12	622.67	216.00	0.00	0.00	0.00	182.38	0.00	1086.17
10	13G	Residence privee		502.93	6240.91	3535.53	0.00	0.00	0.00	237.14	0.00	10516.51

11	14G	Residence privee		212.93	379.09	709.77	0.00	0.00	0.00	135.52	0.00	1437.31
12	15G	Blanchisserie		56.05	196.16	372.09	0.00	0.00	0.00	102.85	0.00	727.15
13	16G	Bar-Restaurant		794.19	5606.95	4786.05	1860.47	2325.58	0.00	113.85	0.00	15487.08
14	17G	Boutiques/ Boutiques		460.47	5713.95	6432.56	3720.93	2325.58	0.00	368.82	0.00	19022.31
15	18G	Residence privee		168.14	638.93	1380.47	0.00	0.00	0.00	690.52	0.00	2878.06
16	19G	Blanchisserie		502.33	913.26	2093.02	0.00	0.00	0.00	178.86	0.00	3687.46
17	21G	Commerce ext/ Pharmacie		157.02	1501.53	1022.09	0.00	0.00	0.00	197.23	0.00	2877.88
18	22G	Boutique/ Pharmacie		53.21	0.00	853.77	0.00	0.00	0.00	294.14	0.00	1201.12
19	23G	Boutique/ Multiservices		4098.84	17654.6 5	28937.7 9	0.00	0.00	0.00	477.26	0.00	51168.54
20	24G	Prov Alim/ Maison d'Aff/ Pharmacie/ Maison de transfert		309.95	1029.07	2963.93	1860.47	4651.16	0.00	494.57	0.00	11309.15
21	29G	Studio de beaute/ Boutique		142.51	1362.77	1680.23	0.00	0.00	0.00	275.34	0.00	3460.85
22	30G	Commerce ext		853.58	0.00	8162.37	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	9015.95
23	31G	Boutique/ Maison de transfert/ Maison d'Aff.		8619.77	17225.5 8	4651.16	3720.93	4651.16	0.00	915.22	0.00	39783.82
24	32G	Boutique/ Maison d'Affaires		490.70	3464.33	5870.93	0.00	0.00	0.00	198.15	0.00	10024.10
25	34G	Maison d'Affaires		761.63	5377.09	5012.79	0.00	0.00	0.00	352.54	0.00	11504.05
26	35G	Borlette		411.86	5110.81	5106.98	697.67	2325.58	0.00	0.00	0.00	13652.91
27	39G	Commerce ext/ Pharmacie		377.58	4685.44	5672.09	0.00	348.84	0.00	140.80	0.00	11224.75
28	40G	Commerce ext.		326.88	635.91	1337.21	0.00	0.00	0.00	441.00	0.00	2741.00
29	41G	Commerce ext		145.86	1394.79	448.84	0.00	0.00	0.00	156.75	0.00	2146.24

30	46G	Residence privee		1275.91	4720.84	4046.51	0.00	0.00	0.00	75.57	0.00	10118.83
31	1D	Boutique		189.53	1338.12	1527.65	0.00	0.00	0.00	487.38	0.00	3542.68
32	6D	Boutique/ Pharmacie		81.40	574.65	656.05	0.00	0.00	0.00	394.67	0.00	1706.76
33	7D	Residence privee		465.12	3283.72	2877.91	0.00	0.00	0.00	174.39	0.00	6801.13
34	16D	Eau traitee		251.16	418.60	1046.51	0.00	2325.58	0.00	417.78	0.00	4459.64
35	17D	Clinique et Laboratoire		954.94	7124.58	11704.6 5	2325.58	3720.93	0.00	953.61	0.00	26784.29
36	19D	Boutique		205.81	1735.70	2679.07	697.67	2325.58	0.00	150.92	0.00	7794.76
37	21D	Residence privee		367.72	61.74	287.16	697.67	2325.58	0.00	188.21	0.00	3928.09
38	22D	Residence privee		312.56	4706.98	3255.81	697.67	0.00	0.00	204.02	0.00	9177.04
39	23D	Boutique		181.40	1529.77	1809.30	0.00	0.00	0.00	91.85	0.00	3612.32
40	24D	Borlette		329.30	2777.12	2348.84	0.00	0.00	0.00	126.28	0.00	5581.54
41	27D	Borne-Fontaine		264.19	2526.28	2325.58	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	5116.05
42	29D	Boutique		382.05	77.86	382.05	0.00	0.00	0.00	708.74	0.00	1550.69
43	35D	Borlette		103.26	870.79	974.05	0.00	813.95	0.00	0.00	0.00	2762.05
44	37D	Residence privee		556.14	4626.07	2916.28	0.00	0.00	0.00	220.99	0.00	8319.48
45	43D	Residence privee		547.26	1860.35	893.02	0.00	0.00	0.00	346.72	0.00	3647.35
46	44D	Residence privee		932.84	8976.07	397.95	0.00	0.00	0.00	422.11	0.00	10728.97
47	45D	Cyber Café		297.49	542.21	297.49	0.00	0.00	0.00	356.28	0.00	1493.47
48	47D	Produits Alim/ Borlette		699.77	5901.37	4251.16	2325.58	0.00	0.00	88.68	0.00	13266.56
Total												383847.60

Ravalement de facades

Tableau donnant le coût des travaux de ravalement des façades des maisons qui ne seront pas impactées

No	Code maisons non impactées	Coût de ravalement de façade en \$US
1	1G	451.62
2	2G	376.7
3	G3	333.386
4	20G	585.42
5	25G	210.87
6	26G	213.07
7	27G	82.61
8	28G	368.32
9	33G	295.68
10	36G	433.1
11	37G	199.98
12	42G	222.2
13	43G	269.5
14	44G	367.4
15	45G	221.76
16	47G	356.4
17	2D	301.84
18	3D	307.25
19	4D	42.02
20	5D	167.49
21	8D	117.7
22	9D	139.84
23	10D	419.458
24	11D	144.42
25	12D	366.08
26	13D	166.43
27	14D	251.39
28	15D	413.85
29	18D	132.88
30	20D	146.19
31	28D	223.52
32	30D	117.59
33	31D	123.64
34	32D	318.06
35	33D	259.44
36	34D	190.44
37	36D	125.48

38	39D	88.77
39	41D	149.82
40	42D	403.99
41	46D	317.25
42	48D	151.08
43	49D	678.312
44	50D	541.53
	TOTAL	11793.776

ANNEXES

a) Fiche de justification de choix des maisons de relocalisation identifiées

CHECK-LIST POUR JUSTIFICATION DE CHOIX RELATIF A LA RELOCALISATION DES PAP DE LA RUE LOUVERTURE

#	Localisation	Description	Cout	Remarques justifiant le choix ou le refus
Maison 1		-		-
Maison 2		-		
Maison 3				-
Maison 4				-

Xmaisons identifiées dans l'aire de Delmas

Justification du choix :

Le choix se porte sur la maison #..... :

- i) au niveau de l'espace (.....) et,
- ii) au niveau du cout (Gdes).

b) Contrat de bail pour la location des maisons de relocalisation

CONTRAT DE BAIL

ENTRE LES SOUSSIGNES

1.- propriétaire demeurant et domicilié à Delmas dans la commune de Delmas dans le Département de l'Ouest, identifié par sa Carte d'Identité Nationale CIN:..... ci-après dénommé «**Le BAILLEUR**», d'une part;

ET

2. Monsieur bénéficiaire du programme PRODEPUR-HABITAT (PADF) dans le cadre du processus de relocalisation temporaire, demeurant et domicilié dans la commune de Delmas, identifié par sa carte d'identité nationale CIN:, ci-après dénommé «**Le PRENEUR**», d'autre part;

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

Article.-1 **LE BAILLEUR**, donne par les présentes à bail au **PRENEUR** qui l'accepte, pour loger sa famille au.....dan la commune de delmas.Département de l'Ouest.

La maison faisant l'objet du bail est une maison a un niveau comprenant(description de la maison)

LE PRENEUR reconnaît expressément avoir visité les lieux qu'il déclare bien connaître et accepter moyennant le Bailleur consent à:

- Nettoyer complètement l'immeuble,
- Honorer les redevances envers l'Ed'H et la DINEPA

Article.- 2 En conséquence de ce que dessus le présent bail est consenti et accepté pour un montant annuel de& 00/100 (gdes) payable en un seul versement.

A la signature du contrat, le **PRENEUR** versera 100% du montant du loyer annuel qui sera payé par la PADF comme une exigence de l'Etat dans le plan de recasement des bénéficiaires.

Article.- 3 Le présent contrat est fait pour une période demois qui commence à courir le pour prendre fin 2014. Les parties s'entendent qu'en cas de renouvellement du contrat, le prix annuel du loyer ne sera pas renégocié. Toute correspondance relative au renouvellement, non renouvellement ou rupture de ce contrat se fera par écrit avec avis de réception aux adresses suivantes:

Pour le Bailleur:

Pour le Preneur:

Article.- 4 En cas de rupture du contrat avant la date d'expiration, par la faute du **BAILLEUR**, celui-ci s'engage à verser au **PRENEUR**, à titre de dédommagement un montant équivalent à un (1) mois de loyer et à rembourser au **PRENEUR** tout paiement de loyer de plus d'un mois fait pour une période excédant la date à laquelle le **PRENEUR** aura remis l'immeuble au **BAILLEUR**.

En cas de non renouvellement dudit contrat, le **BAILLEUR** donnera avis par écrit au **PRENEUR** 30 jours avant son expiration.

Il est entendu qu'un (1) mois avant que le **PRENEUR** ne laisse la maison, celle-ci doit être accessible pour les visites d'éventuels preneurs durant les jours ouvrables.

Article.- 5 Le **PRENEUR** s'engage à jouir des lieux loués en bon père de famille, à les maintenir en constant et parfait état de réparation locative et à les restituer au **BAILLEUR** en fin de Bail dans le même état qu'il les a reçus, sous réserve de l'usure naturelle. Pour les besoins de son service, le **PRENEUR** pourra faire à ses propres

frais tout changement qui n'affecte pas l'intégralité et l'aspect architectural de la maison, mais sera tenu d'obtenir la non objection préalable du **BAILLEUR**. A la fin du bail, le **PRENEUR** sera tenu de retourner la maison dans son état original si le **BAILLEUR** le requiert.

Toute sous location ou cession de bail est formellement interdite sans l'accord préalable et écrit du **BAILLEUR**.

Article.- 6 Les frais d'électricité, d'eau, de téléphone, etc. sont à la charge du **PRENEUR** qui s'engage à les acquitter régulièrement et à soumettre les bordereaux à toute réquisition du **BAILLEUR**.

Article.- 7 Le **PRENEUR** accepte la responsabilité de tous dommages ou bris de matériel relevant de son fait ou de celui de ses dépendants et s'engage à en dédommager le **BAILLEUR**. Il demeure entendu que les détériorations survenues du fait de causes majeures dûment constatées ne seront point imputables au **PRENEUR**.

Article.- 8 Le **BAILLEUR** déclare formellement n'être responsable à aucun titre des dommages pouvant survenir aux biens ou à la personne du **PRENEUR** ou de tous ceux dont le **PRENEUR** a la charge en cas d'incendie, d'explosion de toutes sortes, de dégâts causés par les eaux, l'électricité, le gaz ou autres et aussi en cas de cyclone, de tremblement de terre et d'émeutes.

Article.- 10 L'acquittement de la taxe sur la contribution foncière annuelle (impôt locatif) est à la charge exclusive du **BAILLEUR** qui veillera à l'acquitter, dans les délais légaux, pour éviter que le **PRENEUR** ne soit inquiété.

Article.-11 En cas de litige et pour tout ce qui n'est pas spécifiquement prévu au présent contrat, les parties s'en remettent aux dispositions de la législation haïtienne régissant la matière.

Fait en triple original et de bonne foi à Port-au-Prince,2014.

BAILLEUR

PRENEUR

c)Contrat de réparation de maisons affectées

Contrat de Réhabilitation de maison

Div.:_Ingénieur : _Maison: _____Coordonnées GPS :_____



Adresse no : _____ Rue : ,Delmas32

Occupe par propriétaire (l'occupant) :

Tel du Propriétaire (l'occupant) :

Résident (Locataire): _____ Tel du Résident :_

Etiquetage Original : __N/A__ Fait par Division no : _____

Etage:1_____ Toit: tole

Votre maison répond aux critères identifiés dans le cadre du programme de réparation, des dommages causés par la construction de la route. Ce programme a évalué les dommages et identifié les réparations à effectuer. Au cours des évaluations, les ingénieurs du MTPTCE ont évalué la structure, déterminé les réparations appropriées, marqué les murs endommagés et ont complété l'évaluation avec un étiquetage jaune.

Ce programme de réparations interviendra sur les parties des maisons qui seront impactées dans le cadre de la construction de la route . Ladite réparation est autorisée, validée par le MTPTCE, et sera réalisée par la PADF pour le propriétaire (l'occupant), gratuitement. Une fois les travaux terminés la maison sera à nouveau étiquetée avec un sceau <<MTPTCE RÉPARÉ>>

L'objectif de ce programme est de remettre en état, essentiellement, les maisons en réparant et /ou remplaçant les murs et colonnes endommagés, de les mettre dans une condition meilleure qu'ils ne l'étaient avant la construction de la route. Les éléments non endommagés de la maison resteront comme tels

<p>Le programme de réparation fournira:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des réparations de murs et colonnes comme identifié dans l'évaluation de réparation. • Une étiquette à l'extérieur de la maison et enregistrement du MTPTCE portant mention << MTPTC REPARE >> • Le crépissage et enduissage des murs de la façade principale du bâtiment • Les réparations de toitures en tôles là où c'est nécessaire • Le remplacement des portes et fenêtres des façades principales des bâtiments là où c'est nécessaire 	<p>Le programme de réparation ne pourvoira pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A la réparation des dommages n'ayant aucun rapport avec les impacts sur la maison logeant la route a construire, • A l'installation de système de sécurité •
---	---

Le propriétaire (l'occupant) sera responsable de :

- Fournir l'eau pour le mélange du béton et du mortier
- Déplacer les meubles et les objets de la maison pour un meilleur accès aux structures impactées
- L'évacuation des débris
- Nettoyage général

Le propriétaire (l'occupant) accepte de ne pas augmenter le loyer de l'année suivante.

PADF se réjouit de vous fournir le service de réparation de votre maison.

Ainsi signés :

Nom _____ Signature _____

Date _____ / _____ 2013 Tel: _____ - _____

Accord de Compensation

Entre les soussignés ;

L'État Haïtien, personne morale de droit public, représenté par le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement, organisme autonome à caractère administratif représenté par son Directeur Général, M.....identifié au NIF-.....ci-après dénommé le maître d'ouvrage ;

Et

M/Mme.....demeurant et domiciliée à.....identifié(e) au No.....ci-après dénommé(e) le bénéficiaire ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Considérant que le séisme du 12 janvier 2010 a causé d'importants dégâts matériels dans le quartier de Delmas 32 ;

Considérant que l'État Haïtien a décidé d'investir dans le développement dudit quartier pour le bien-être de la population ;

Considérant que les travaux de réparation des maisons et de construction des infrastructures de base (route, eau, électricité...) vont engendrer des démolitions et des déplacements de la population ;

Considérant que suivant le droit interne, les principes du droit humanitaire, et la procédure OP 4.12 de la banque, toutes personnes qui subiront un préjudice du fait de ces travaux publics ont droit à une compensation ;

Considérant que les bénéficiaires ont reconnu lors de l'enquête préparatoire n'avoir aucun titre de propriété ;

Considérant que le montant de la compensation sera déterminé en fonction de la valeur des terrains et immeubles suivant le barème établi par les services compétents de l'État Haïtien ;

Article 1- Le bénéficiaire accepte la somme de.....à titre de compensation pour la démolition de son immeuble et consent à être relocalisé(e) temporairement durant les travaux.

Article 2 – Le bénéficiaire donne bonne et valable quittance à l’État Haïtien et renonce tant pour le présent que pour l’avenir à toutes actions généralement quelconques en rapport la avec la démolition de son immeuble et la relocalisation.

Fait de bonne foi à Port-au-Prince le.....

L’État Haïtien

Le Bénéficiaire